

Méditerranée : La bonne qualité des eaux soutient l'économie du littoral

L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et la Direction interrégionale de la mer Méditerranée ont organisé une rencontre avec les acteurs du monde de la mer sur la qualité des eaux de la Méditerranée. Les résultats 2017 de la campagne de surveillance réalisée pour la mise en œuvre des directives cadres sur l'eau et sur le milieu marin ont été présentés. H2o juillet 2017.

Méditerranée

La bonne qualité des eaux soutient l'économie du littoral

Pour la 7^{ème} année, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et la Direction interrégionale de la mer Méditerranée ont organisé une rencontre avec les acteurs du monde de la mer sur la qualité des eaux de la Méditerranée. Les résultats 2017 de la campagne de surveillance réalisée pour la mise en œuvre des directives cadres sur l'eau et sur le milieu marin ont été présentés. Plus de la moitié des petits fonds côtiers ne subissent pas de pressions majeures mais plusieurs sites restent à protéger des pollutions chimiques venant de la terre et de certaines dégradations liées aux activités maritimes et littorales. La mobilisation pour une Méditerranée plus saine se poursuit car les actions de protection sont bonnes pour la mer mais également pour l'économie du littoral.

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Direction interrégionale de la mer Méditerranée

champ de posidonie à la Pointe
de Montregnan, Port-Cros

photo de Thierry FIQUEMONT

H2o - juillet 2017

À

Les activités côtières génèrent plus de 10 milliards d'euros de bénéfices

Parmi les premières destinations touristiques mondiales, la mer Méditerranée est le support de nombreux emplois et activités. Elle génère une économie importante et rend de nombreux services gratuits : production de ressources alimentaires, régulation du climat, ressources pharmaceutiques... Cette attractivité touristique et ces services écologiques sont étroitement liés à la qualité du milieu.

Différents travaux de recherche, cofinancés par l'agence de l'eau, livrent une première évaluation à l'échelle des baies des rades de la valeur économique des activités côtières en lien avec la qualité de l'eau et du milieu. Cette valeur est

estimée à 1,69 milliard d'euros par an (source : IRSN/Universités de Versailles et de Toulon). Les activités liées à la restauration et à l'hébergement à proximité de la mer, génèrent, quant à elles, 8,7 milliards de chiffres d'affaires (ibid.). Elle seule, la baignade atteint presque le milliard d'euros en termes de volume d'activité. Ce montant est calculé à partir d'enquêtes de terrain sur les dépenses déclarées par les pratiquants et d'études d'évaluation du consentement à payer. Les usagers des plages, par exemple, se disent prêts à payer 6 euros par jour et par personne pour se baigner dans une eau de bonne qualité (Polomé et al. 2005). Ces chiffres encourageants montrent tout l'enjeu et les attentes de nos concitoyens pour poursuivre les efforts d'amélioration de la qualité des eaux marines.

À INFOGRAPHIE La valeur économique de la mer

Des eaux de bonne qualité générale mais des secteurs toujours sous l'emprise des pollutions chimiques

La surveillance 2016 des eaux marines réalisée pour la mise en œuvre des directives cadres sur l'eau et sur le milieu marin montre un état du littoral en bonne santé générale et conforme aux normes européennes, signe de progrès en matière de dépollution ou d'organisation des usages en mer. Néanmoins, quelques secteurs restent altérés notamment au droit des grandes agglomérations littorales et portuaires tels que la rade de Marseille, de Toulon, d'Antibes ou de Villefranche, touchés par des pollutions au tributylétain issu des peintures antisalissures des bateaux, malgré la réglementation en vigueur depuis 2003 interdisant l'utilisation de ces biocides. Le mercure d'origine industrielle est toujours présent dans le golfe de Fos-sur-Mer ou dans la rade de Toulon, des sites contaminés historiquement. Les pesticides se retrouvent cette année encore au droit du littoral de Leucate, du golfe de Fos et de l'embouchure du Var, mettant ainsi en évidence le lien avec les apports des cours d'eau côtiers à la mer.

Les grands contaminants contaminés par les plastiques

Les mammifères marins de Méditerranée sont contaminés par les phtalates à cause de l'ingestion de microplastiques. Les concentrations varient de 0,9 g/kg à 1,7 g/kg de chair en fonction des espèces concernées. Ce résultat renseigne sur l'impact des microplastiques sans pour autant caractériser les effets toxiques sur les animaux.

Un état stable pour les herbiers de posidonie et les poissons

L'herbier de posidonie et le coralligène sont en bon état général exceptés les zones historiquement dégradées telle que les grandes agglomérations et les plates industrialo-portuaires. La reconquête des herbiers de Posidonie est observée au droit des zones de rejets urbains de la calanque de Cortiou (Marseille) et de Cap Sicié (Toulon). Les efforts

d'amélioration du traitement des eaux usées engagés dans ces zones littorales sont donc encourageants.

La connaissance des populations de poissons cibles (petites larves et adultes) qui sont des descripteurs écologiques reste encore insuffisante pour faire un diagnostic global. Cependant, les secteurs de la Côte Bleue, des Embiez, de la plaine orientale de Corse et du littoral sud-ouest de la Corse présentent les densités les plus importantes de poissons adultes. Ces secteurs riches en poissons adultes le sont également en juvéniles. C'est le signe d'un bon fonctionnement du milieu marin avec peu de prédation et des habitats propices au développement des larves.

Pour la deuxième année, on observe une diminution des pollutions par hydrocarbures malgré un retour à une fréquentation soutenue du littoral par les navires de haute plaisance de plus de 25 mètres, après trois années consécutives de moindre fréquentation.

Les opérations de restauration des habitats marins portent leurs fruits notamment au droit des deux gros sites à rejet urbain à Marseille et Toulon. Par exemple, une quinzaine de ports de PACA sont désormais équipés pour retrouver des fonctions écologiques d'habitat, de nurserie, de reproduction et d'alimentation. En effet, de plus en plus, le facteur limitant la vie marine ne serait plus la qualité de l'eau mais l'absence d'habitat stable colonisable par les espèces.

94,95 millions d'euros en 2016

L'agence de l'eau poursuit sa mobilisation en faveur de la Méditerranée. En 2016, elle a octroyé 94,95 millions d'euros d'aide financière pour plus de 900 opérations dont 55 millions ont contribué à la lutte contre les pollutions domestique et industrielle et 29 millions à l'étude, à la surveillance ou la restauration de la biodiversité littorale terrestre et marine. L'agence tient ainsi le cap de sa politique en faveur du milieu marin, à travers les actions de l'agence de l'eau mais également avec une mobilisation accrue de ses autres moyens, fédérant et complétant les interventions des collectivités, du monde associatif et des entreprises privées. Cette mobilisation conduit par exemple à une finalisation de certifications "Ports propres" qui devrait intervenir d'ici un an sur plusieurs ports de la façade et à une harmonisation des campagnes de sensibilisation des plaisanciers à l'échelle de toute la Méditerranée française dès cet été.

Les actions de préservation de la Méditerranée répondent à la directive cadre stratégique pour le milieu marin et à sa déclinaison dans un Plan d'action pour le milieu marin (PAMM). Les mesures de ce plan, en cours de mise en œuvre, constituent depuis cette année le volet "protection des milieux marins" de la stratégie globale pour la façade méditerranéenne (le Document stratégique de façade, en déclinaison de la Stratégie nationale pour la mer et le littoral publiée en février 2017), dont les objectifs devront être validés début 2019 par les préfets coordonnateurs de façade (préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur et préfet maritime de la Méditerranée).

À

ResSources

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Avec son programme "Sauvons l'eau" (2013-2018), l'agence de leau renforce sa politique en faveur de la MÃ©diterranÃ©e. Elle consacre en moyenne 100 millions d'euros par an Ã des actions de rÃ©duction des flux polluants (75 % des aides), avec une prioritÃ© Ã la pollution pluviale mais Ã©galement la lutte contre la pollution portuaire ou bien encore l'organisation des mouillages pour rÃ©duire l'impact des ancrs sur la posidonie. L'accompagnement des politiques de gestion locales, la recherche, la surveillance des eaux marines, la restauration Ã©cologique des petits fonds cÃ´tiers et les actions d'Ã©ducation et de sensibilisation Ã l'environnement sont aussi fortement soutenus.

Direction interrÃ©gionale de la mer MÃ©diterranÃ©e

La direction interrÃ©gionale de la mer (DIRM) est un service de l'Ã©tat (ministÃ©re de la transition Ã©cologique et solidaire) en charge de la conduite des politiques de l'Ã©tat en matiÃ©re de dÃ©veloppement durable de la mer, de gestion des ressources, de rÃ©gulation des activitÃ©s maritimes et de renforcement de la sÃ©curitÃ© en mer. Elle assure, sur l'ensemble de la faÃ§ade mÃ©diterranÃ©enne franÃ§aise, la promotion d'une gestion intÃ©grÃ©e de la mer et du littoral sous l'autoritÃ© de prÃ©fets coordonnateurs compÃ©tents. La DIRM comprend de nombreux services spÃ©cialisÃ©s, assurant un maillage fin des 1 800 kilomÃ©tres du littoral mÃ©diterranÃ©en.